

Le Monde, 7 avril 2023

« En Bretagne, la face cachée de l'agrobusiness »

(5/5) [Dieu, l'argent et la technologie : la sainte trinité du complexe agro-industriel breton](#)

Enquête. Les fondations idéologiques du productivisme ont été posées dès les années 1960, notamment sous l'influence de la Jeunesse agricole catholique et de fortes personnalités locales dont l'influence continue de se faire sentir aujourd'hui.

Par Nicolas Legendre (Rennes, correspondant)



Benjamin Tejero

Alexis Gourvennec avait les yeux azur et du charisme à revendre. Mort en 2007, à l'âge de 71 ans, ce fonceur hyperactif avait grandi dans une famille modeste du Léon, la « terre des prêtres » du Finistère nord, marquée par l'influence du clergé et le conservatisme politique. Engagé très tôt dans le syndicalisme paysan, il était devenu, après la mémorable occupation de la sous-préfecture de Morlaix, en 1961, le leader emblématique de l'agriculture bretonne contemporaine, un meneur capable d'invectiver les ministres et de lancer des ultimatums. Ses combats – le désenclavement de la Bretagne, l'organisation des filières agricoles – ont contribué à la modernisation de la région.

Entrepreneur stakhanoviste, cet amateur de whisky au caractère volcanique a possédé des piscicultures et plusieurs grands élevages porcins en Bretagne, mais aussi dans les Landes et... au Venezuela. Il a présidé la compagnie maritime Brittany Ferries, dont il fut l'un des créateurs, et a contribué à créer la SICA (société d'intérêt collectif agricole) Saint-Pol-de-Léon, première coopérative légumière de l'Hexagone, ainsi que le lobby Breizh Europe, bras armé du complexe agro-industriel

breton à Bruxelles. Il a également présidé la caisse départementale du Crédit agricole du Finistère – cette même banque qui a financé ses aventures entrepreneuriales et s’est imposée, par ailleurs, comme la « machine à cash » de l’agro-industrie régionale.

Homme de droite, libéral, Alexis Gourvennec était allergique au centralisme français, mais pas aux subventions de l’Etat pour les filières agricoles. Comme tant d’autres personnalités bretonnes des « trente glorieuses », il a été formé à la Jeunesse agricole catholique (JAC), mouvement d’encadrement des jeunes ruraux progressiste et chrétien. C’était un dur, qui détestait partager le pouvoir. A en croire de nombreux témoignages, il pouvait se montrer « *tyrannique* », « *odieux* », voire « *violent* », au moins verbalement, avec ceux qui lui tenaient tête. « *Avec moi ou contre moi* » aurait pu être sa devise. « *La fin justifie les moyens* » pourrait lui servir d’épithète.

Lors d’une rencontre organisée en 1976 avec des directeurs de lycées agricoles bretons, il tint ces propos, rapportés par *Le Télégramme de Brest* : « *Nous devons abandonner à leur sort les “minables” qui ne nous intéressent pas. C’est à ce prix, et à ce prix seulement, que nous gagnerons la bataille de la production. Je ne dis pas que cela va sans poser des cas sociaux difficiles et dignes d’intérêt. Mais il appartient à l’Etat de leur venir en aide, et non à la profession, qui ne peut se permettre de traîner des boulets dans la bataille internationale en cours et qui n’est jamais gagnée.* » Le terme « minable » désignait les petits paysans et, d’une manière générale, les acteurs de la profession qui n’avaient pas sauté dans le train du « progrès ».

Comte et légende de Bretagne

Quarante-sept ans plus tard, alors que la puissance publique tente (en vain, jusqu’à présent) de juguler l’hémorragie des effectifs paysans, cette déclaration mérite d’être rappelée. Car l’élimination des « minables » a bien eu lieu : l’édifice bancaire, étatique et industriel a privilégié l’agrandissement des fermes et l’intensification des productions, au détriment des « boulets » désignés par Alexis Gourvennec. Ceux – nombreux – qui ne pouvaient ou ne voulaient pas se conformer aux dogmes du productivisme.

Ainsi, d’après lui, la production d’aliments serait une « *bataille* » dont les Bretons seraient en quelque sorte des soldats d’élite, dotés des meilleures armes (machines, infrastructures, intrants). Présentée comme une adaptation inéluctable aux contraintes du « *réel* » (le capitalisme mondialisé), son approche relevait, à bien des égards, de la croyance, notamment dans les vertus de la croissance perpétuelle et dans la corrélation systématique entre progrès technologique et progrès humain.

Cette foi a trouvé un écho particulier en Bretagne, terre religieuse s’il en est, à partir du milieu du XX^e siècle. Le destin de ses plus fervents « apôtres », à l’instar d’Alexis Gourvennec, montre que le productivisme s’est imposé comme une idée, avant même de devenir une réalité économique et sociale incontournable.

Au numéro 59 de la rue de Brest, à Landerneau (Finistère), se trouve un bâtiment de style rationaliste. Ce cube de béton aux lignes épurées abrite, de nos jours, une « maison des services publics ». Jusqu’en 1970 s’y trouvait le siège de l’Office central des associations agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord. Surnommée « l’office » ou encore « le syndicat », cette union d’organismes agricoles, créée en 1911, s’est affirmée comme l’une des principales matrices économiques et idéologiques de l’agro-industrie bretonne. A sa tête, durant trente-sept ans : le comte Hervé Budes de Guébriant (1880-1972).

Cet aristocrate était *an ôtrou*, comme on dit en breton, « un monsieur ». Riche propriétaire terrien du Léon, agronome de formation, royaliste s’accommodant – bon an mal an – de la République, ce fervent catholique aux manières de gentilhomme était un partisan de la modernisation des campagnes... sans bouleversement des hiérarchies sociales. Il fut l’un des piliers français de l’agrisme, courant de pensée qui considérait le monde rural et l’agriculture comme des entités sociales et économiques singulières devant bénéficier d’un encadrement singulier. En son temps, il

prôna et appliqua un corporatisme agricole mâtiné de paternalisme, de volontarisme social et d'aversion pour le capitalisme autant que pour le communisme, perçus comme des menaces pour l'« ordre naturel » des campagnes. Diffuser le « progrès » relevait, pour lui comme pour d'autres nobles de sa génération, d'une mission divine.

Durant les années 1930, des affrontements opposent, en Bretagne, des leaders paysans de droite, populistes et antirépublicains, et leurs équivalents « rouges », socialistes et universalistes. Par sens tactique autant que par proximité idéologique, M. de Guébriant s'appuie sur les premiers. Un représentant des Chemises vertes, mouvement rural fascisant créé par [le journaliste antisémite Henri d'Halluin, dit « Dorgères »](#), entre alors au conseil d'administration de « l'office ».

Dans le Dictionnaire du patrimoine breton (Presses universitaires de Rennes, 2013), les historiens Alain Croix et Corentin Canévet expliquent combien l'« empreinte » des Chemises vertes « *marque profondément une partie de la paysannerie à travers ses modes d'action (opérations de commando, actions directes, politique du fait accompli)* ». Difficile de ne pas songer, en la matière, aux méthodes musclées mises en œuvre ou approuvées, bien plus tard, par des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ou des Jeunes Agriculteurs – à commencer par Alexis Gourvennec...

L'« esprit » de Landerneau

Durant l'Occupation, M. de Guébriant est chargé par le maréchal Pétain, personnage qu'il vénère, de mettre sur pied la Corporation paysanne. « *Vichy donne enfin l'occasion à notre parti de triompher* », déclare-t-il alors. A la Libération, il est emprisonné pour faits de collaboration, avant d'être libéré quelques mois plus tard, « *faute de charges suffisantes* ». Après cet épisode, il restera une figure respectée en Bretagne jusqu'à sa mort, en 1972. Son héritage demeure important. L'« esprit » de Landerneau (mutualisme, corporatisme, coopération) a largement infusé dans les campagnes. D'autant que des structures à la démarche semblable ont officié dans les Côtes-d'Armor, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan.

Qui plus est, « l'office » a donné naissance à des colosses : le Crédit mutuel de Bretagne, la coopérative Coopagri – rebaptisée Triskalia, puis Eureden : 3,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2021, 19 500 coopérateurs –, la caisse bretonne de l'assureur Groupama, la Mutualité sociale agricole de Bretagne ou encore l'hebdomadaire *Paysan breton* (fondé quant à lui par un résistant, Pierre Guillou), sont tous des « enfants » de l'institution landernéenne.

M. de Guébriant a également contribué à la création du lycée agricole Le Nivot, au cœur des monts d'Arrée. Un établissement qui, à l'origine, dans les années 1920, selon l'historien américain Robert Paxton, avait notamment pour objectif de « *contrer* » localement l'influence de l'école publique en matière agricole. Dans la Bretagne cléricale, celle-ci était parfois surnommée *skol an diaoul*, l'« école du diable ». Parmi les nombreuses personnalités ayant fait leurs classes au Nivot, un certain Alexis Gourvennec.

M. Gourvennec, avec d'autres figures bretonnes de l'après-guerre, s'est construit en opposition partielle à la vieille tutelle de « l'office », qu'il voyait comme une « *boutique* » sclérosée. Le fougueux paysan du Léon était imprégné par les préceptes modernisateurs de la JAC et par l'air du temps des « *trente glorieuses* ». Contrairement au comte de Guébriant, il ne considérait pas le capitalisme et le consumérisme comme des concepts démoniaques.

Parvenue aux manettes, la « génération Gourvennec » a opéré une rupture dans la continuité. Elle a repris à son compte certains acquis socio-économiques et des aspects idéologiques de « l'office », tout en y agrégeant la valorisation de l'efficacité économique et de la performance individuelle, ainsi qu'une fascination accrue pour la technologie. Cette synthèse, opérée dans les années 1960, a constitué un véritable big bang.

C'est à ce moment que les fondations idéologiques du productivisme breton sont posées. La religion,

une fois encore, n'est pas loin. « *La Jeunesse agricole catholique a formé des milliers de paysans à l'idée qu'un "christianisme bien compris" était "non seulement une montée vers Dieu, mais encore un puissant stimulant du progrès"*, écrivent les sociologues Pierre Alphandéry, Pierre Bitoun et Yves Dupont, dans *Les Champs du départ, une France rurale sans paysans ?* (La Découverte, 1989). *On voit ainsi comment se sont articulés l'humanisme chrétien progressiste et le rationalisme technico-économique.* »

« Un fait social total »

Dans ce contexte, il n'est pas anodin de noter que les territoires bretons les plus marqués par l'influence du clergé, de la JAC ou du corporatisme agrarien (pays de Lamballe et de Pontivy, Léon, Marches de Bretagne...) sont ceux qui ont connu la plus nette intensification des exploitations. Ils se distinguent également par l'ampleur des arrachages de haies et des arasements de talus qui y ont eu lieu, par les hauts niveaux de nitrates ou de pesticides dans leurs masses d'eau et/ou l'importance des proliférations d'algues vertes sur leurs côtes.

Le mariage idéologique semble définitivement consommé quand, en 1971, M. de Guébriant chante les louanges de l'industrialisation de l'agriculture : « *Loin de la redouter, nous, agriculteurs bretons, nous la proclamons nécessaire.* » Quelques années plus tôt, en 1964, un cadre de l'Office central des associations agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord anticipait à sa façon la sortie d'Alexis Gourvennec à propos des « minables », en déclarant : « *La coopérative ne devrait aider que ceux qui souhaitent aller de l'avant, elle ne devrait travailler qu'avec les plus forts. Le rôle de la coopérative est économique et non social.* »

D'année en année, le productivisme devient, en Bretagne, un « fait social total », selon les mots du sociologue Maxime Prével (« Socioanthropologie de l'industrialisation des campagnes françaises », *Etudes rurales*, 2008). Outre les paysages et les modes d'élevage, c'est l'univers mental d'une population entière qui se transforme : « *Le productivisme a des incidences économiques, symboliques, politiques et imaginaires. La volonté de produire toujours plus et les pratiques mobilisées pour ce faire retentissent sur la vie des agriculteurs, placée sous le sceau de la démesure, de la vulnérabilité, de l'hétéronomie et du progressisme.* »

Les Bretons n'ont pas adhéré de manière unanime à la « ligne » Gourvennec. Le trublion du Léon, comme le comte de Guébriant, avait ses adversaires. Des paysans, des syndicalistes et des personnalités politiques, à commencer par [le socialiste François Tanguy-Prigent, ministre de l'agriculture de 1944 à 1947](#), ont ferrailé contre le corporatisme de Landerneau, puis contre le productivisme.

Par ailleurs, la JAC, de même que la FNSEA, a été parcourue de courants antagonistes. La création, en 1987, de la Confédération paysanne, syndicat marqué à gauche, s'inscrit dans une opposition à l'industrialisation des productions et à la libéralisation de l'activité agricole. Mais les démarches alternatives se sont heurtées à la puissance de la pensée dominante, d'autant plus hégémonique que ses plus fervents défenseurs (à l'instar d'Alexis Gourvennec) ont trusté les postes à responsabilité dans la région.

A la faveur d'un alignement des planètes économiques, politiques et syndicales, un « conglomérat idéologique » s'est ainsi mis en place. Chambres d'agriculture, lycées agricoles, presse spécialisée et lobbys agro-industriels ont longtemps chanté à l'unisson la « sainte parole » productiviste. Rationalisation, industrialisation, spécialisation, économies d'échelle, mécanisation, puis robotisation, ont été présentées comme les moyens ultimes pour atteindre les objectifs de la croissance et du développement économique.

Les mantras du productivisme

Au fil des ans, la foi productiviste a engendré ses propres croyances. Sa « *matière de Bretagne* », en

quelque sorte, pour reprendre l'expression désignant les légendes et chansons médiévales ayant donné naissance, entre autres, aux épopées arthuriennes. Cette mythologie des temps modernes est constituée de formules qui, à force d'être répétées – par des élus, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des préfets, des journalistes –, sont communément considérées comme des vérités établies : « *L'agriculture moderne a sorti la Bretagne de la misère* » ; « *les agriculteurs entretiennent les paysages* » ; « *l'agriculture bretonne peut et doit nourrir le monde* » ; « *tous les types d'agriculture peuvent coexister* » ; « *l'agroécologie ne peut pas nourrir l'humanité* » ; « *les fermes bretonnes sont de petite taille et familiales* »...

Chacune de ces affirmations, mise à l'épreuve des faits, se révèle à la fois partiellement vraie et partiellement inexacte, voire fausse. Malgré cela, elles ont toutes été propagées tels des mantras. Ainsi, pouvait-on lire dans un document édité, en 2010, par le Conseil de l'agriculture régional de Bretagne, association qui réunit la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles, les Jeunes Agriculteurs, les chambres d'agriculture, la fédération Coop de France Ouest, le Crédit agricole de Bretagne, l'assureur Groupama et la MSA d'Armorique : « *Avec 251 000 kilomètres de haies, l'agriculture façonne la beauté des paysages bretons. Elle lutte contre l'artificialisation des terres et entretient les zones humides.* »

Les statistiques et les études scientifiques montrent une autre réalité. A partir des années 1950, en Bretagne, le remembrement a accompagné l'industrialisation des pratiques agricoles. Il a entraîné la disparition de 70 % du linéaire bocager, élément central d'un agroécosystème multiséculaire. Dans le même temps, pour les mêmes raisons, des milliers d'hectares de zone humide ont été asséchés. Des milliers de cours d'eau secondaires ont été rectifiés. L'agriculture n'est pas l'unique responsable de la transfiguration récente des paysages, mais elle a largement contribué à la banalisation des milieux naturels, ainsi qu'à la fragilisation des écosystèmes. Affirmer de manière péremptoire qu'elle « *façonne la beauté des paysages bretons* » revient donc à tordre le réel.

Ce rapport particulier aux faits confine parfois au déni. C'est ainsi que des paysans, responsables d'institutions agricoles, mais aussi des élus locaux et nationaux, ont longtemps clamé que les proliférations d'algues vertes, observées sur le littoral à partir des années 1970, étaient sans lien avec les activités agricoles. Et de pointer les excédents d'azote liés aux rejets de l'assainissement individuel et collectif.

C'était faire fi de certains éléments basiques : la Bretagne compte plus de 100 millions d'animaux d'élevage, dont 10 millions de porcs et de bovins, pour seulement 3,3 millions d'humains, et l'apparition des « marées vertes » coïncide avec le développement massif de l'agriculture productiviste et de l'élevage hors sol. Surtout, c'était ignorer le consensus scientifique forgé à partir des années 1990. Les experts de l'Ifremer, de l'Institut national de la recherche agronomique et du Centre européen de valorisation des algues ont en effet conclu, dès cette époque, que la part d'azote d'origine non agricole dans les cours d'eau bretons représente « *5 % en moyenne* » du total, et que les proliférations d'algues vertes sont « *très majoritairement* » dues aux activités agricoles.

Malgré cela, certains protagonistes ont (sciemment ou non) entretenu le doute, voire propagé de fausses informations. En 2011, Thierry Merret, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Finistère, affirmait dans un communiqué qu'« *aucun lien scientifique [n'avait été] établi entre les marées vertes et les activités humaines, en particulier agricoles* ». Et d'appeler le monde agricole à « *réagir à la hauteur des attaques dont il est la cible* » de la part des « *écologues intégristes* ».

Faire bouger les lignes

Toute religion ayant son bestiaire démoniaque, le productivisme breton s'est trouvé une figure honnie : l'écologiste. Dans la région, les mouvements de protection de l'environnement sont apparus à partir des années 1950. Jusque dans les années 1980, leurs militants étaient d'autant moins pris au sérieux

par le monde agricole et les institutions locales qu'ils étaient peu nombreux.

L'indifférence pouvait se doubler de sarcasme, voire de mépris, a fortiori quand les intéressés arboraient cheveux en pétard ou barbe broussailleuse. « *Dans les années 1980, les militants d'Eau et rivières [de Bretagne] étaient vus comme des charlots, absolument pas crédibles*, confie un ancien cadre de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor. *Ils ramaient à contre-courant. Les choses ont changé à partir de 1992-1993, lorsqu'on a commencé à entendre parler officiellement des excès de nitrates...* »

Au fur et à mesure que les mises en garde prétendument « *alarmistes* » (sur la qualité de l'eau ou la dégradation des sols notamment) se révélaient justifiées, que les rangs des associations environnementalistes grossissaient et que leur structuration leur permettait d'engager des actions judiciaires, les attaques contre les « *écologes* » ont gagné en virulence. Ainsi, lors d'un procès qui lui était intenté pour augmentation illicite de cheptel, en 1997, l'éleveur Pierre Rannou, président de la coopérative porcine Porfimid, déclarait : « *Les écologistes forment une secte aussi dangereuse que celle du [Temple solaire](#)*. » En 2013, Daniel Picard, président du Marché du porc breton, fustigeait, dans une note, le « *mal profond* » à l'origine, selon lui, des difficultés des filières agroalimentaires. En cause : une « *véritable fatwa* », lancée par « *quelques illuminés intégristes (...)* contre la production porcine ».

Dès les années 1980, certains ténors du monde agricole breton ont tout de même pris leurs distances avec les outrances de la « *religion productiviste* ». Ce fut par exemple le cas de Jean Salmon. Eleveur dans les Côtes-d'Armor, formé à la JAC, cet « *humaniste chrétien* » a siégé dans les instances nationales de la FNSEA et présidé la chambre régionale d'agriculture de Bretagne, de 1995 à 2007.

Sensibilisé aux problématiques environnementales, M. Salmon a dû batailler avec ses pairs pour les imposer dans l'agenda régional. « *J'en ai vu de toutes les couleurs, parfois hué, traité de tous les noms, boycotté à certaines réunions, [confiait-il, en 2015, au média en ligne Histoires ordinaires](#). J'ai aussi reçu des menaces ou été agressé en public... Deux ou trois fois, j'ai failli craquer et tout laisser tomber. C'est grâce à ma femme et à quelques amis que j'ai tenu le coup. Alors, je me suis dit : "Ils ne m'auront pas." Parce que c'était l'avenir de notre terre, de notre région, de nos métiers qui était en jeu !* »

Avec d'autres, Jean Salmon a contribué à faire bouger les lignes. Scandales sanitaires et périls environnementaux ont progressivement ébranlé la forteresse idéologique bretonne. A l'aube du XXI^e siècle, le productivisme a muté. Il s'est hybridé – à l'image du capitalisme dans son ensemble. Chose impensable dans les années 1990, l'agroécologie, les circuits courts, la saisonnalité, le « *bien manger* » et le « *localisme* » sont valorisés, à grand renfort de communication, par certains acteurs majeurs de l'agro-industrie.

La statue du « paysan directeur général »

D'une manière tout aussi surprenante, la chambre régionale d'agriculture prône désormais une orientation quasi décroissante : plus d'autonomie dans les fermes, plus de valeur ajoutée, moins de production, moins d'intrants. Mais le mot « décroissance » n'est jamais prononcé. Il faut dire que ce concept est à l'exact opposé de la philosophie qui a prévalu, en Bretagne comme ailleurs, depuis soixante ans. Beaucoup de responsables agricoles y voient une dangereuse hérésie.

« *Depuis des années, les décisions des dirigeants politiques français et européens pour l'agriculture sont guidées par un populisme vert aux conséquences dévastatrices pour nos exploitations ; la décroissance ne fait pas une vision stratégique* », écrivait Jean-Alain Divanac'h, président de la FDSEA du Finistère, [dans son éditorial de mars 2022](#). Alexis Gourvenec n'aurait probablement pas renié ces paroles. Le « paysan directeur général », ainsi qu'il était surnommé, n'est plus là pour prendre l'opinion à témoin et les ministres à partie. Mais son ombre continue de planer sur l'Armorique.

A Carnoët (Côtes-d'Armor), dans le centre de la Bretagne, se trouve La Vallée des saints. Créé à partir

de 2008, ce vaste ensemble de sculptures monumentales a vocation, selon ses instigateurs, à devenir une « île de Pâques bretonne ». Plus de cent cinquante statues des « saints » bretons y ont pris place. Les personnages en question sont des figures du panthéon armoricain, reconnues officiellement ou non par Rome. Certains auraient vraiment existé, d'autres non. Leur légende s'est perpétuée, de façon plus ou moins vive, depuis le Moyen Âge.

En 2022, un nouveau venu a pris place parmi les géants de granit : une statue représentant saint Alexis, un Romain mort au début du V^e siècle, fils de bonne famille, devenu mendiant après avoir distribué tous ses biens aux pauvres. Mensurations : 14 tonnes, 4,25 mètres de haut. L'œuvre a été cofinancée par la compagnie maritime Brittany Ferries, le Crédit agricole du Finistère et la coopérative légumière SICA Saint-Pol-de-Léon. Il s'agit, d'après les commanditaires, d'un « *hommage* » à Alexis Gourvennec. L'intéressé est, à ce jour, l'unique personnage breton contemporain « *réel* » auquel une statue de La Vallée des saints fait référence. L'infatigable artisan de la modernisation bretonne, partisan d'une mise à l'écart des « *minables* », se voit ainsi symboliquement canonisé. Il rejoint le roi Arthur, saint Yves et la duchesse Anne, dans les brumes de l'imaginaire breton. Mythe et réalité s'entremêlent un peu plus.

Lire aussi

la nécrologie de 2007 : [Alexis Gourvennec, figure du syndicalisme agricole](#)

l'archive de 1987 : [La nouvelle Confédération paysanne souhaite recruter au-delà de la gauche](#)

l'archive de 1980 : [Vichy et les paysans](#)

l'archive de 1977 : [Pour une Bretagne moins piétinée](#)

l'archive de 1965 : [Le destin du bocage](#)

l'archive de 1961 : [La Jeunesse agricole catholique va créer de nouvelles branches pour tenir compte de la diversité du monde rural](#)

l'archive de 1960 : [Des « chemises vertes » à Poujade en passant par Vichy](#)

[Les algues vertes, un fléau sans fin sur les plages de la Bretagne](#)

[Algues vertes : la région Bretagne sous pression](#)

[Un esprit sain dans un porcin](#)

[La Bretagne veut tourner la page de l'agriculture productiviste](#)

[La France a encore perdu 100 000 agriculteurs en dix ans](#)

[Agriculture productiviste : la fracture bretonne](#)